



# Déclarations et Discours

---

N° 80/29

## LE PARTAGE DU POUVOIR: UNE QUESTION FONDAMENTALEMENT POLITIQUE

Allocution de l'honorable Mark MacGuigan, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à l'occasion de la Table ronde Nord-Sud organisée par la Société pour le développement international, Ottawa, le 15 novembre 1980

...Je peux dire que vos domaines d'intérêts — les relations Nord-Sud, l'entente mondiale et la justice internationale — sont le fondement de l'approche du gouvernement canadien en matière d'affaires internationales. Je peux également dire que, comme gouvernement, nous épousons les impératifs qui motivent la Table ronde Nord-Sud.

A titre de ministre des Affaires étrangères d'un pays qui accueille une assemblée aux buts aussi nobles que les vôtres, je reconnais que je pourrais difficilement tenir d'autres propos. Mais j'espère que vous me croirez sur parole si je vous dis que ces mêmes propos ne sont pas que des mots.

Le gouvernement canadien est très conscient de l'urgence de trouver des solutions globales à nos problèmes manifestes, et qu'il doit, en tant que participant au processus, apporter une contribution responsable et créatrice. Voilà qui est facile à dire, mais beaucoup moins facile à faire. Parce que le dialogue, qui est censé marquer vos délibérations et orienter l'ordre du jour international des questions Nord-Sud, est nébuleux et confus.

Pour certains aspects des relations globales, les responsabilités sont bien établies. Mentionnons par exemple celle des pays industrialisés d'accroître, même en période de difficultés économiques, leurs niveaux d'aide aux pays en développement dont la situation est beaucoup plus précaire. Notre gouvernement s'est acquitté de cette responsabilité en redonnant une croissance réelle à son budget d'aide. Voilà qui est important pour les gouvernements et, par leur entremise, pour les populations que nous aidons. C'est une initiative qui témoigne également du sérieux de l'engagement que prend le peuple canadien par l'intermédiaire de son Parlement.

Je suis fortement en désaccord avec ceux qui soutiennent que l'aide n'aide pas réellement. Je n'ai jamais entendu cet argument de la bouche des représentants des pays et des populations en développement qui bénéficient d'une aide. Je ne l'ai pas davantage entendu de pays ou de gouvernements qui ont une fort bonne réputation en matière d'aide au développement. Je ne peux que le rejeter. Mais nous reconnaissons tous, il me semble, que l'aide n'est pas le point essentiel du dossier Nord-Sud.

Les possibilités  
économiques

Le point essentiel réside plutôt dans les possibilités économiques. Depuis des décennies déjà, les économistes du développement considèrent l'élargissement de ces possibilités comme une composante de la réforme structurelle. Cette observation est vraie, quelle que soit la valeur que l'on attache au concept de réforme. Il est toutefois

---

---

surprenant que l'on ne reconnaisse généralement pas l'aspect éminemment politique de la question. C'est non seulement une question d'évolution économique ou de mécanismes, mais en fait une question de pouvoir et de partage global du pouvoir.

Je ne veux pas évoquer ici le pouvoir dans son sens historique et symbolique classique, à savoir le pouvoir fondé sur les armées et les marines, sur les conquêtes et les dépouilles de la guerre. Certes, je sais que dans un certain sens, notre système international actuel est le fruit d'une ère de conquêtes et de spoliations coloniales. C'est un argument que l'on ne cesse d'entendre. Je propose que nous cessions d'y recourir. Il s'agit — et c'est là l'essentiel — de déterminer si le système économique international fonctionne réellement à l'avantage de tous. Certains signes indiquent clairement que tel n'est pas le cas.

S'il alimente la pauvreté au point qu'un milliard de personnes connaissent une existence marginale, il ne sert pas l'humanité. Si des dizaines d'économies, depuis peu dynamiques et florissantes, ont vu leurs perspectives anémiées par des problèmes financiers qui ne cessent de se multiplier, il ne sert pas l'humanité. Et si les économies industrialisées sont elles-mêmes la proie de l'incertitude et de la confusion, il ne sert pas l'humanité.

On remarque une baisse de confiance dans le processus économique international. Il se dégage un sentiment général que les institutions internationales n'oeuvrent pas aux mêmes fins pour obtenir les mêmes avantages.

Voilà, Mesdames et Messieurs, des problèmes fondamentalement politiques. Et ces problèmes doivent trouver des solutions au niveau politique. Parce que c'est à ce niveau que les choix sont faits. En fait, ce sont des choix de cette nature que nous prenons quotidiennement comme gouvernement.

Permettez-moi de préciser dès le départ qu'il y a un monde de différences entre l'expérience d'un politicien qui tient les rênes d'une série d'intérêts divergents et concurrentiels et celle d'une personne qui épouse et représente une cause fondamentalement juste. J'ai connu les deux expériences et, en toute honnêteté, je m'efforce, tout comme mes collègues, de n'en délaissier aucune. Rendons grâce à ceux et celles qui défendent les justes causes. Sans eux, elles resteraient lettre morte.

Mais les deux expériences se situent à des niveaux différents. Je ne dirai pas lequel est le plus élevé. Je sais ce qu'on dit que le public pense des politiciens. Mais je sais aussi quel niveau présente le plus de difficultés. C'est nécessairement celui où les choix sont les plus difficiles.

#### Choix confus

Au plan politique national, du moins dans les démocraties industrialisées, les choix Nord-Sud ne sont pas clairs. En termes très simples, ces choix semblent se faire entre "nous" et "les autres", entre les coûts à payer maintenant et les avantages possibles à retirer plus tard. Mais dans une perspective plus vaste, il ressort que les choix sont beaucoup plus complexes et englobent un dosage de coûts et d'avantages. Il nous faut mieux comprendre au plan international les orientations que devraient prendre les divers gouvernements.

Je crois personnellement que l'état actuel des relations Nord-Sud est largement le fruit du manque de clarté des objectifs que nous poursuivons sur la scène politique internationale. On s'entend généralement sur le concept d'un nouvel ordre économique international, mais seulement au niveau de ce que j'appellerais l'abstraction et la généralisation. Lorsque vient le moment de traduire ces abstractions en des arrangements concrets, le mécanisme de négociation nous fait défaut.

On a beaucoup parlé de la nature du processus de négociation, et de la nécessité de trouver des moyens de négocier à un niveau moins global. Je ne m'attarderai pas sur ce sujet; j'ajouterai seulement que je comprends la dynamique politique qui sous-tend la solidarité des pays en développement aux fins de la négociation. Mais dans la mesure où elle obscurcit les réalités économiques, cette dynamique est une composante de notre problème politique.

Ce que l'on obtient alors, au mieux, c'est de progresser sur des points marginaux.

Cette solution a du sens si les changements ainsi obtenus représentent des étapes dans un processus dynamique et évolutif. Mais s'ils sont le résultat d'efforts ponctuels déployés sous d'intenses pressions à court terme et dans des conditions fort peu propices aux concessions et à une même compréhension des problèmes réels, il me semble alors qu'il s'agit d'un processus politique malsain.

**Nécessité d'une perspective à long terme**

Je ne préconise pas des changements globaux et radicaux pour aujourd'hui ou même demain. Mais je préconise une vue politique à long terme des choix que nous devons faire.

C'est là-dessus que Robert McNamara fondait ses observations, qui ont finalement mené à la création de la Commission Brandt.

Il nous faut une perception concertée et sérieuse, une perception politique des problèmes globaux, et notamment des besoins à long terme des pays en développement, tant au plan collectif qu'individuel. Il nous faut mesurer ces besoins en regard de l'efficacité des institutions existantes. Il nous faut examiner la performance et la contribution de ces institutions à l'égard des besoins permanents des pays développés. Il nous faut pouvoir considérer l'ensemble de la situation dans le long terme et du point de vue politique d'un partage équitable du pouvoir. Et quand je parle ici des institutions internationales, je parle en fait de l'accès aux outils nécessaires. Les contributions institutionnelles se mesurent non seulement en termes de leur efficacité à promouvoir les intérêts de tous les pays concernés, mais aussi en fonction de leur capacité d'améliorer l'accès aux outils que sont le capital, la technologie et les marchés.

Le fait est qu'il nous faut une perspective à long terme, une perspective qui balise nos choix aux plans international et national ainsi que notre recherche des mécanismes qui permettront de les mettre en oeuvre. En d'autres mots, un cadre de référence pour les choix politiques. Et puisque les choix ne peuvent être faits qu'au niveau politique, ce cadre doit être élaboré et accepté au niveau politique.

Si nous convenons que c'est justement le point de vue dont nous avons besoin, nous

---

pouvons probablement tout aussi facilement convenir que c'est un point de vue fort difficile à maintenir dans notre environnement politique. Dans le processus démocratique, la perspective à long terme est souvent obscurcie par les préférences du moment. L'obstacle est de taille puisque le processus démocratique est au coeur même de notre système politique. De toute façon, on entend souvent dire qu'il est risqué pour des élus du peuple de tenter de préparer l'avenir: en fait, certains soutiennent même que l'avenir d'un politicien est au mieux assuré par son engagement personnel à récupérer le passé.

Il en est peut-être ainsi parce que nous avons peur des éléments qui conditionnent notre présent. Mais si nous n'agissons pas en fonction du présent, l'avenir risque d'être encore bien pire.

Par conséquent, nous ferions mieux de convenir dès maintenant que, politiquement, un engagement politique d'importance cruciale s'impose, celui d'oeuvrer à un avenir sain, équitable et productif. Il nous faut reconnaître au plan politique que nous ne pouvons perpétuer le présent.

Pour que ce fait soit reconnu au niveau national, il nous faut non seulement l'appui des peuples développés, mais aussi des ententes internationales entre dirigeants politiques.

#### **Le rôle du public**

Au Canada, nous ne faisons peut-être que commencer à reconnaître vraiment le rôle essentiel du public lui-même dans ce processus. Il nous faut agir prioritairement non pas tant au niveau des élites et des tables rondes d'experts qu'à celui des communautés où se concentre le gros de la population. Je reconnais que c'est là une tâche de leadership politique national. Mais c'est également une tâche qui sera beaucoup plus facilement couronnée de succès s'il existe des ententes politiques internationales.

La semaine dernière, je participais à une réunion de ministres des Affaires étrangères convoquée à Vienne pour déterminer si les sommets Nord-Sud réunissant les dirigeants politiques de certains de nos pays peuvent servir le processus politique dont je parle et pour voir si de telles réunions pourraient revivifier le processus global de la négociation. Nous avons conclu qu'elles le pouvaient. L'une de ces réunions au sommet sera tenue à la fin du printemps. Cette idée que vous avez eue de proposer un tel sommet a été acceptée: et je vous en félicite.

A la fin de l'été, les dirigeants des principaux pays industrialisés se réuniront ici à Ottawa autour d'un ordre du jour qui mettra l'accent sur le rôle de leurs pays dans le processus global de partage du pouvoir.

En septembre, les chefs de gouvernement du Commonwealth se réuniront en Australie.

Ces rencontres, et d'autres encore, donneront aux dirigeants de par le monde la possibilité de s'attaquer en 1981 à toute la gamme des questions politiques Nord-Sud et globales. Nous avons l'espoir qu'elles permettront aux dirigeants de se mieux comprendre et de mieux saisir la nature du défi que nous pose l'avenir et ce, d'une façon à laquelle ne se prêtent pas les réunions internationales de négociation plus formelles et

---

classiques. Mais l'un de leurs grands objectifs sera d'encourager la progression des points à l'ordre du jour international, et notamment celui des Négociations globales elles-mêmes.

Chances de  
progrès de  
certaines  
questions

Je suis notamment d'avis que l'on peut faire progresser certaines questions portant sur le long terme.

Au chapitre des institutions, je crois que les impératifs du partage du pouvoir doivent être examinés plus à fond au niveau politique. Comment les intérêts de tous les pays peuvent-ils être mieux desservis par les institutions spécialisées du système des Nations Unies? Quels sont les besoins propres aux pays développés et aux diverses catégories de pays en développement? Les besoins propres aux pays en développement peuvent-ils être au mieux étudiés par les organismes plus anciens sans modifier leurs fonctions utiles essentielles? Sinon, de quelle autre façon pouvons-nous nous pencher sur ces besoins?

Sur la question des besoins de financement à plus long terme des pays en développement, qui est certainement l'un des problèmes les plus essentiels, il faut que les dirigeants reconnaissent la nécessité de financer les aménagements de structure dans les pays dont les déficits de balance de paiement deviennent chroniques, et qu'ils comprennent bien le rôle que les pays excédentaires peuvent jouer dans l'allègement de ces difficultés par le recyclage. Ce sont là de grandes questions, fondamentales pour la politique internationale; leur règlement nécessitera des accommodements politiques.

Sur la question de l'aide elle-même, la communauté mondiale doit réellement commencer à faire face à certaines réalités. La question de l'automatisme des apports d'aide va devoir commencer à être étudiée au niveau politique. Il n'y a pas moyen d'échapper à la logique du concept, du moins au plan multilatéral. Ce concept devrait maintenant commencer à recevoir l'attention réelle que son importance mérite, de sorte que l'on puisse élaborer des systèmes pour sa mise en oeuvre. Cela requerra la compréhension de toutes les parties.

Puis il y a l'énergie. Y a-t-il une question plus politiquement centrale aux perspectives de développement du Sud, sinon à la géopolitique mondiale? Encore ici, il faudra des accommodements politiques si l'on veut obtenir des progrès sensibles sur ces questions.

Le commerce, qui est toujours essentiel aux possibilités de développement, gardera une importance centrale dans les considérations politiques des pays industrialisés; ici encore, il faudra des ententes au niveau politique international. C'est dans ce secteur que les avantages à long terme et les coûts à court terme entrent le plus visiblement en conflit, et où la nécessité d'une meilleure compréhension des perspectives globales de développement se fait peut-être le plus sentir. Une certaine forme d'engagement politique mondial quant aux aménagements de structure à long terme nécessaires pour promouvoir la dynamique des avantages comparés dans l'intérêt de chacune de nos économies me semble une étape politique vitale que le sommet pourrait bien amorcer l'an prochain.

---

D'autres questions essentielles à long terme — production alimentaire dans les pays en développement, accès à la technologie et compréhension de son incidence sur les collectivités, par exemple — doivent également être au centre des préoccupations politiques. En tant que questions soumises à la négociation, il me semble qu'elles ne progressent pas très vite. En tant que questions politiques d'importance mondiale, il est possible qu'une meilleure compréhension à long terme des aspects politiques globaux en cause libère le système.

**Le partage du  
pouvoir:  
question  
politique**

Mesdames et Messieurs, si nous voulons des accommodements Nord-Sud, il nous faut reconnaître, en tant que dirigeants politiques, que nous nous attaquons aux questions politiques les plus importantes de notre époque. La question du partage du pouvoir — au service des possibilités économiques globales — devrait être considérée comme une question politique et traitée comme telle par les dirigeants. C'est là l'idée maîtresse du rapport Brandt, et nous acceptons son bien-fondé.

Comme je l'ai mentionné au début de mon allocution, nous voulons que le Canada contribue activement à ce processus. Le Premier ministre Trudeau, qui ne pouvait être présent à votre réunion, espère pouvoir personnellement contribuer à l'avancement du dialogue. Le Vice-premier ministre et ministre des Finances, M. Allan MacEachen, qui a coprésidé la CCEI avec M. Perez-Guerrero dont je suis honoré de souligner la présence ici ce soir, vous entretiendra de certaines de ces questions demain. Ce fut pour moi un honneur d'avoir eu l'occasion d'aborder avec vous ce soir le problème de l'engagement politique global qu'implique la problématique Nord-Sud.

Lorsque j'ai rencontré M. Willy Brandt cette semaine, il m'a parlé avec beaucoup d'enthousiasme des progrès que mes collègues et moi-même avons réalisés à Vienne et du nombre croissant de personnes qui, de par le monde, participent pleinement au Dialogue Nord-Sud. L'absolue nécessité de ce mouvement pour l'humanité trouve un écho dans la conclusion du Rapport Brandt:

"Quelle que soit la nature et la profondeur des différences entre le Nord et le Sud, il existe une mutualité d'intérêts entre eux. Leur sort est étroitement lié. La recherche de solutions n'est pas une question de charité, mais une condition de mutuelle survie."

Le Canada a souvent été décrit comme une nation qui obéissait aux principes et aux réalités de la survie. J'espère de tout coeur qu'en élargissant leurs perspectives traditionnelles, les Canadiens sauront mettre leur instinct de survie au service de l'avenir du monde...

---

S/C